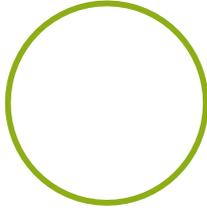
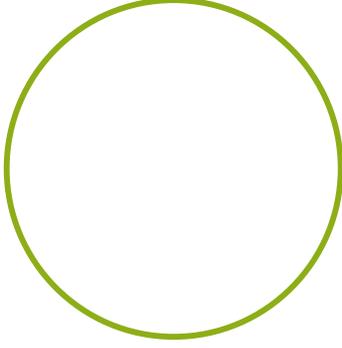


2017





#CHILDRENSRIGHTS

INTRODUCTION

Chers lecteurs,

Des Philippines au Brésil, en passant par le Burundi, la RD Congo, le Maroc, jusqu'en Belgique, KIYO et ses partenaires ont veillé à ce que les enfants et les jeunes puissent se faire entendre et percer les tabous. À l'école, dans le village, au sein de la famille ou dans leur communauté, les enfants et les jeunes sont déterminés à lutter contre la discrimination et pour la tolérance.

2017 fut une année vaste et dynamique durant laquelle KIYO a entamé son nouveau programme quinquennal « Tous ensemble pour les droits de tous – 2017-2021 » approuvé par le gouvernement belge. Pour la première fois ce programme a été réalisé en consortium avec M3M, qui s'engage pour le droit à la santé, et Solidagro, qui œuvre pour le droit à la nourriture pour chaque individu.

Dans le cadre de ce programme, KIYO continue d'investir pleinement dans les enfants et les jeunes vulnérables afin qu'ils puissent faire valoir leurs droits. Au Brésil, nous formons des jeunes leaders afin qu'ils représentent leurs pairs à des conférences pour des jeunes. Au Maroc, nous soutenons les jeunes mères et les enfants illégitimes. Au Burundi, nous laissons les enfants de la rue décider eux-mêmes de leur parcours de formation. En RD Congo, nous réintégrons les enfants-soldats dans leur famille. Et dans les Philippines nous rassemblons les jeunes pour qu'ils échangent des opinions afin de lancer un débat constructif sur les droits des enfants.

Voici quelques points forts de l'année 2017 :

- ⊙ Les bénévoles de KIYO ne sont pas restés les bras croisés cette année. Certains d'entre eux ont organisé pour la première fois « Passion4KIYO », un évènement art&craft, qui a rapporté plus de 3.000 euros.
- ⊙ Bilall Fallah, le cinéaste belge qui a réalisé entre autres les films *Black* et *Image*, a visité deux projets de KIYO au Brésil.

- ⊙ Prolongation d'un projet en coopération avec l'UNICEF. Grâce à ce projet, les enfants de la rue du nord du Burundi peuvent s'adresser au centre Drop In et y bénéficier d'un soutien psychosocial et médical. En plus, ils sont accompagnés vers une réunification familiale et une réintégration dans un contexte scolaire.
- ⊙ KIYO a réussi pour la première fois à obtenir un financement de l'Union européenne pour son projet au Burundi qui œuvre pour l'autonomisation socioéconomique des jeunes.
- ⊙ Pour ce même projet, KIYO a reçu 50.000 euros du ministre de la Coopération au développement Alexander De Croo par le biais de Music for Life.

Dans ce rapport annuel vous en apprendrez davantage sur le fonctionnement de KIYO, organisation pour les droits de l'enfant, sur l'impact de son programme dans la vie des milliers d'enfants et de jeunes que nous atteignons, et vous prendrez connaissance des recettes et dépenses de l'année passée.

L'équipe de KIYO ainsi que les millions d'enfants et de jeunes de communautés vulnérables, tenons à vous remercier chaleureusement pour l'attention que vous portez à nos projets mais aussi pour votre soutien infaillible dans la réalisation des droits de chacun.

Bonne lecture,
Iris Bogaerts, directrice de KIYO
Jan de Paepe, président de KIYO



Music for Life 2017

LA BELGIQUE



Partenaires

Dans le contexte du fonctionnement des écoles, KIYO travaille avec son partenaire **Karama Solidarity** pour le projet « Action4Rights », avec ses partenaires **Plan International Belgique, Djapo, UNICEF Belgique, VIA Don Bosco** et **DGDE** pour le projet « School4Rights » et avec les partenaires **Annoncer la couleur, Plan International Belgique** et **Ecole sans racisme** pour le projet « Buitengewone wereldburgers » (Citoyens extraordinaires du monde).

Dans le cadre du fonctionnement avec des acteurs belges dans la coopération au développement, il existe une coopération avec le **Steunpunt 4^{ème} pilier**. Avec eux, nous déterminons quelles organisations du 4^{ème} pilier peuvent proposer un trajet d'accompagnement individuel pour les droits de l'enfant.

Dans le cadre de notre plaidoyer, KIYO travaille avec la plateforme pour les droits de l'enfant dans la coopération au développement (**PKIO**) et par le biais de la coalition des enfants (**KIRECO**) elle peut influencer la politique.

Enfin, KIYO a activement coopéré avec **11.11.11** sur la campagne de migration.



Contexte

KIYO se met au travail mondialement Afin de soutenir, d'épauler et de guider les jeunes dans la défense de leurs droits. La Belgique n'est pas une exception. Car ici aussi KIYO veut donner aux jeunes des chances égales pour qu'ils puissent exploiter leurs talents de façon optimale. KIYO se base sur la Convention relative aux droits de l'enfant qui met la participation au devant de la scène, car dans beaucoup de domaines de notre vie sociale la voix des jeunes n'est pas souvent entendue. En agissant

ainsi nous répondons aux Objectifs de développement durable - ODD (en anglais « Sustainable Développement Goals – SDG ») qui stipule spécifiquement que la vie de toute personne dans ce monde doit être améliorée. En tant qu'organisation, nous avons mis à profit toute notre expérience dans nos missions de développement en Belgique afin de défendre activement les droits de l'enfant et afin de réunir et de renforcer les relations entre les jeunes, les enseignants et tous les autres acteurs de coopération.

Résultats

© Au sein du projet « **Action-4Rights** » les jeunes prennent les choses en mains eux-mêmes afin d'obtenir des réformes dans leur école ou dans leur cadre de vie. La responsabilisation et la mobilisation des jeunes sont au cœur de ces actions. Les sessions préliminaires sont terminées, et les actions proposées par

les **40 élèves** sont prometteuses. Certains d'entre eux veulent s'engager pour le droit à un meilleur environnement, d'autres se sont montrés soucieux du sort des enfants de populations réfugiées.

© Au sein du projet « **School4Rights** » **17 enseignants** ont examiné leur



contexte scolaire actuel et ont étudié comment les droits de l'enfant pouvaient être mieux inclus dans la culture scolaire.

- © Dans le cadre du projet « Buitengewone wereldburgers » (**Citoyens extraordinaires du monde**) nous avons atteint pas moins de **14 écoles et au total 30 enseignants**. Nous leur avons procuré un cadre théorique concernant la citoyenneté mondiale, et nous avons également prévu un temps important à l'échange et le partage des bonnes pratiques entre les écoles.
- © KIYO a lancé un trajet d'accompagnement individuel

pour **deux organisations du 4^{ème} pilier** afin de renforcer leurs capacités en matière d'intégration des droits de l'enfant dans toutes leurs actions.

- © En Belgique, KIYO a aussi travaillé dans le domaine du **plaidoyer**, par le biais de notre engagement dans la Plateforme pour les droits de l'enfant dans la coopération au développement (PKIO) et de la Coalition des droits de l'enfant. Nous avons participé à la publication du rapport alternatif pour la Belgique qui sera présenté au Comité des droits de l'enfant des Nations Unies à Genève en juin 2018.



Passion4KIYO a recolté plus de 3000 euros

LE BRÉSIL



Partenaires

Au Brésil, KIYO soutient cinq organisations partenaires qui s'engagent de diverses manières en faveur des droits de l'enfant. **AMAR** assure le logement et la réintégration des enfants de la rue. **PAMEN** propose un enseignement alternatif aux enfants devant faire face à la main-d'œuvre infantile et forme des jeunes leaders à prendre la parole lors des conférences nationales de jeunesse. **CEDECA**, un centre pour les droits de l'enfant, livre un travail important d'influence sur la politique et travaille avec des avocats pour enfants afin de soutenir juridiquement les jeunes en conflit avec la loi. **SER**, le partenaire le plus récent du programme, s'engage pour le développement des talents des enfants et des jeunes afro-brésiliens exclus en utilisant la méthodologie du cirque social. **CRR**, enfin, est un réseau qui rassemble 12 organisations pour les enfants de la rue et qui renforce leur fonctionnement.

Contexte

L'année passée, KIYO a observé une diminution continue des droits sociaux au Brésil. Cette situation est très alarmante sur le plan socioéconomique et a un très grand impact sur les enfants et les jeunes, la couche la plus vulnérable de la population. Plus de pauvreté conduit à plus de criminalité et accroît le sentiment d'insécurité. Le milieu de la drogue devient un 'employer' toujours plus puissant aux yeux de beaucoup d'enfants et de jeunes. En même temps nous observons une augmentation de la violence du gouvernement afin de garder le contrôle sur la population pauvre et ses protestations. L'année passée au Brésil, les violences meurtrières ont principalement touché les enfants et les jeunes les plus pauvres. Des violences occasionnées par des inégalités sociales et favorisées par l'absence de mesures préventives pour combattre les causes sous-jacentes.



Résultats

- © Au total, **1.855 enfants** ont réintégré leur famille et leur cursus scolaire. Cette réussite découle de l'accueil des enfants dans des écoles alternatives, dans des écoles de cirques, dans des centres de jour éducatif mais aussi grâce à l'implication de nos partenaires locaux dans l'éducation et la sensibilisation des jeunes de la rue. Nos activités ont eu lieu à proximité de grandes favelas, souvent violentes.
- © En 2017, **387 jeunes leaders** ont été formés pour représenter leurs pairs lors de conférences de jeunes.
- © **800 élèves** ont participé à un projet d'un an qui se concentre sur des thèmes tels que la non-discrimination et l'inclusion socioculturelle. 8 écoles, situées dans les quartiers les plus pauvres autour de la ville de Rio de Janeiro, y ont participé.
- © En 2017, KIYO et ses partenaires ont assuré la prise en charge et la réintégration de 820 jeunes confrontés à des mesures punitives.

BURUNDI



Partenaires

Via le programme DGD 2017-2021, KIYO soutient l'association **FVS-AMADE** spécialisée dans la responsabilisation communautaire et dans la protection des enfants vulnérables. Un deuxième partenaire est **OIDEB**, spécialisé dans la fourniture de l'aide légale. Au début de l'année 2017, KIYO a aussi conclu un partenariat avec l'**UNICEF** pour venir en aide aux enfants en difficulté. Le projet est réalisé au sein de notre Centre Drop In où les enfants vulnérables bénéficient d'écoute, de documentation, de soutien psychosocial, d'orientation, de référencement et de soutien à la réinsertion socio-économique. Enfin, en septembre 2017, en consortium avec **Handicap International** et avec le soutien financier de la commission Européenne, KIYO a débuté un projet pour des jeunes exclus du système économique.

Contexte

Au Burundi, la crise économique et sociale s'amplifie de plus en plus. Le pays connaît une flambée des prix des biens de première nécessité, le chômage et la pauvreté paralysent la population et le tissu social est de plus en plus fragilisé. Les enfants vulnérables bénéficient de moins en moins d'assistance de la part des communautés. Malgré la complexité des difficultés auxquels font face les enfants vulnérables au Burundi, KIYO continue avec force à soutenir ses partenaires – Associations burundaises – engagées dans la lutte pour les droits des enfants les plus vulnérables.



Résultats

- ⊙ Via des groupes de solidarité, **8.300 orphelins et autres enfants vulnérables** ont été pris en charge en recevant des soins de base, du matériel scolaire, des soins de santé.
- ⊙ **70 enfants vivant avec le VIH** ont bénéficié d'une couverture médicale et d'une prise en charge psychosociale.
- ⊙ Plusieurs activités de sensibilisation sur le droit à l'identité pour tous les enfants ont abouti à **l'enregistrement de 2.600 enfants** à l'état civil non-inscrits auparavant.

RD CONGO



Partenaires

Depuis quelques années KIYO collabore avec **AVREO** pour sortir des enfants des lieux d'exploitation. Depuis le mois d'octobre 2017, nous avons noué un partenariat avec **OCET**, spécialisé dans l'assistance judiciaire des enfants spoliés dans leurs droits. Enfin, KIYO s'est engagé en octobre 2017, à soutenir techniquement et financièrement **ADED** qui a comme projet d'aider 240 jeunes en difficultés à se lancer dans l'agro-business.

Contexte

En République Démocratique du Congo, le climat politique est extrêmement tendu depuis le report des élections. Les manifestations organisées dans plusieurs villes ont été violemment réprimées faisant des blessés et parfois des morts. Au niveau sécuritaire, des mouvements des groupes armés ont été observés : l'attaque de plusieurs villes dont celle d'Uvira a des conséquences sur la protection des civils et sur l'accès aux services minimum de base. Ensuite, les répercussions de la pauvreté sur les droits des enfants s'observent par l'effectif croissant des enfants non scolarisés, d'enfants en situation de rue, de filles mineures exploitées sexuellement, des enfants utilisés dans les carrés miniers et des chantiers de construction des maisons, ...



Résultats

- © **90 enfants** ont été sortis des lieux d'exploitation tels que les carrières de mines, des groupes armés et des maisons de prostitution.
- © **Cinq nouvelles Familles d'Accueil Transitoires (FAT)** ont été mises en place, pour garantir la sécurité des enfants sortis des lieux d'exploitation.
- © **30 mineurs victimes** de violations ont bénéficié d'une assistance juridique et/ou judiciaire et trois cliniques juridiques ont été mises en place dans les villes de Bukavu, Goma et Uvira au bénéfice des enfants victimes d'abus.

LES PHILIPPINES



Partenaires

Nos trois nouveaux partenaires – **Salinlahi**, **CRC** et **ARCSEA** – sont actifs au niveau national et dans la région métropolitaine de Manille. Ils se concentrent sur les organisations spécialisées dans le travail pour les enfants et les jeunes, et peuvent ainsi atteindre les décideurs au niveau national. En septembre, le directeur de Salinlahi a fait un arrêt en Belgique avant de se rendre au Conseil des droits de l'homme à Genève pour y défendre les droits des enfants et des communautés autochtones. Nos deux partenaires locaux de longue date à Cebu et Iloilo – **CLB** et **ICWF** – ont maintenu de bonnes relations avec les autorités locales et ont fait des progrès remarquables dans les changements de politique locale l'institutionnalisation des pratiques exemplaires.

Contexte

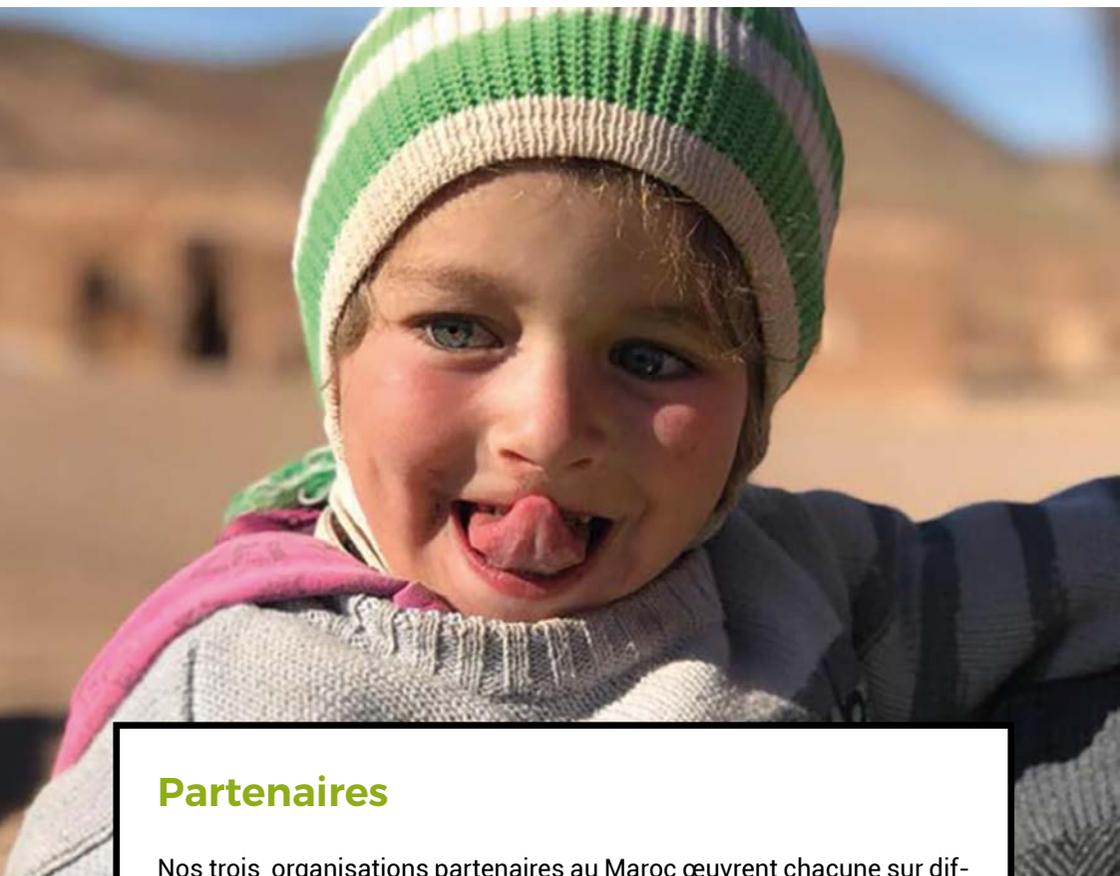
En 2017, les Philippines ont connu des assassinats continus, des violations des droits de l'homme et un appauvrissement croissant des familles philippines. En outre, le régime de plus en plus autoritaire de l'administration de Duterte a joué un rôle important dans le pays. Le Président Duterte a répondu à ses critiques en commettant des attaques légales et par une répression des organismes civils de la société. Les Philippines ont été appelées « l'économie à la croissance la plus rapide dans l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est », mais les avantages de la croissance économique ne ruissellent pas vers le Philippin moyen. Le présent et l'avenir seront difficiles et continueront d'avoir une influence sur les personnes les plus vulnérables, en particulier les enfants. Les défis sociaux et politiques incluent : l'augmentation de la pauvreté de la majorité des familles philippines, la guerre du gouvernement contre la drogue, des attaques militaires contre des écoles de la communauté Lumad, la réintroduction de la peine de mort et l'abaissement de l'âge minimum de la responsabilité criminelle de 15 à 9 ans.



Résultats

- © Nos activités concernant l'augmentation de la conscience publique en matière des droits de l'enfant ont mobilisé **4.360 individus** ; la plupart d'entre eux étaient des enfants et des jeunes qui avaient assisté à divers forums et à des activités de plaidoyer.
- © Plus de **400 enfants et 50 adultes** ont reçu une formation de leader d'enfants ou de défenseur des droits de l'enfant. Ils peuvent ainsi faire valoir les droits individuels et collectifs des enfants et participer à des activités comme des sessions où ils peuvent s'exprimer, des campagnes et des actions de protestation.
- © **34 enfants victimes de violations des droits de l'homme** ont participé activement à diverses activités de plaidoyer et de mobilisation après avoir suivi une psychothérapie et participé à des activités d'autonomisation (« empowerment »).

MAROC



Partenaires

Nos trois organisations partenaires au Maroc œuvrent chacune sur différents aspects des droits de l'enfant et la vocation de notre programme est de permettre à nos Organisations Partenaires de développer leur mission sociale. L'accompagnement de nos partenaires vers une approche plus professionnelle, que ce soit dans leurs services directs, dans leurs actions de sensibilisation ou dans le plaidoyer contribuera à améliorer la prise en compte des enfants malentendants (l'école **ATTAWASOL** de Tanger), des enfants victime de violences sexuelles (**l'association AMANE**), des mères célibataires et de leurs enfants (**l'association KARAMA**) basée à Tanger.

Contexte

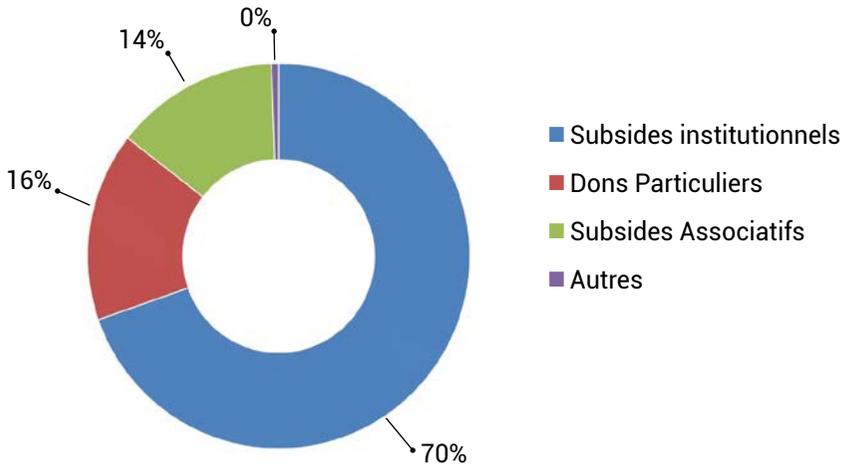
Le Maroc est le pays le plus stable du Nord de l'Afrique d'un point de vue politique et sécuritaire. Préservé jusqu'à présent des actions terroristes et situé favorablement à la porte de l'Europe, le pays voit son développement économique s'accélérer. Si cette mutation permet le développement d'une classe moyenne, les inégalités géographiques, l'exode rural et une privatisation du secteur public (notamment l'éducation) engendrent des tensions sociales et accentuent les écarts économiques. Ce développement en partie inégalitaire a stimulé les débats dans la société sur les évolutions sociales qui se heurtent aux us et coutumes culturelles et religieuses du pays. A ce titre les droits de l'enfant sont particulièrement concernés. L'interdiction de l'avortement, la problématique de la filiation pour les enfants non reconnus par leur père, les violences faites aux femmes mais aussi aux enfants ont été des sujets particulièrement débattus au sein de la société, dans les hémicycles et dans les cours de justice.



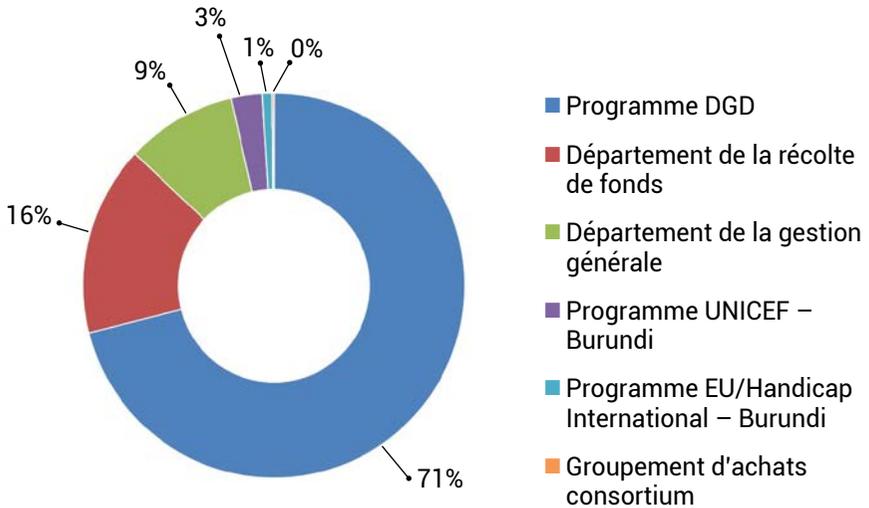
Résultats

- © **111 enfants malentendants** de l'école Attawasol ont bénéficié d'une sortie extrascolaire socialisante permettant de développer leur confiance en eux.
- © **18 personnes représentant 10 acteurs de la protection de l'enfance** de Rabat-Salé (six associations et quatre institutions) ont participé à une formation sur la prévention et le signalement des violences sexuelles faites aux enfants, la prise en charge des enfants victimes de violence et de l'appui psychosocial des familles
- © **20 jeunes de 14 à 18 ans** ont participé à la conception et à la mise en place d'une pièce de théâtre visant à sensibiliser aux risques liés aux violences sexuelles.

D'OÙ VIENT L'ARGENT ?



OÙ VA L'ARGENT ?



KIYO: SANTÉ FINANCIÈRE ET PERSPECTIVES 2018

En 2017, l'équilibre des comptes de l'association est assuré avec un résultat de **7.891 euro** pour un chiffre d'affaire de **1,764 million d'euros**. Le financement de KIYO a été assuré à 70% par des subsides institutionnels, 16% par des dons de particuliers et 14% par des subsides associatifs.

KIYO peut se féliciter d'avoir diversifié son panel de bailleurs institutionnels principaux avec non seulement la **DGD**, pour notre grand programme 2017 / 2021 « Tous ensemble pour les droits de tous » présenté en Consortium avec M3M/G3W et Solidagro, mais également l'**UNICEF** au Burundi avec en 2017 un nouveau programme PCA de « Protection communautaire et participative des enfants en situation de rue à Ngozi » et l'**Union Européenne** également au Burundi avec un programme 2017/2019 d' « Empowerment social et économique des jeunes au service de la paix et de la cohésion sociale » présenté avec Handicap International. Les fonds institutionnels de co-financement se diversifient et se solidifient avec l'obtention de subsides MARIBEL, DGD/Music For Life ainsi que de la Ville

et de la Province d'Anvers, la commune de Overpelt et la commune de Puurs.

On observe également une augmentation, une diversification et une sécurisation des fonds de co-financement d'origine associatives : il y a bien sûr notre partenaire institutionnel Karama Solidarity (ex Islamic Relief Belgium) qui s'est engagé à co-financer 50% de l'apport propre du programme DGD sur 2017/2021, mais également YOUCA et son engagement 2016/2021 au Brésil avec le projet « Vorming van jonge leiders in Brazilië », 11.11.11. et Sint Martinus avec des engagements sur 2017/2021 et différents nouveaux groupes de solidarité comme Steunfonds Filipijnen Overpelt et Steungroep Puurs. Le volume des dons particuliers a diminué. Pour lever les fonds, on a repensé notre stratégie de récolte de fonds avec le prestataire DSC et le style du copywriting des mailings.

Si notre chiffre d'affaire représente 95% de celui de 2016, cela s'explique par le lancement quelque peu différé du nouveau programme DGD en raison d'une double diminution budgétaire imposée par la DGD à toutes les ONG par rapport aux dossiers

Compte de Résultats 2017

Revenus total		1.764.140
Subsides institutionnels	DGD	1.084.776
	UNICEF CPA	81.236
	MARIBEL SOCIAL	21.500
	UE	13.295
	UNICEF SSFA	11.872
	VILLE d'ANVERS	4.750
	PROVINCE D'ANVERS	3.500
	GROUPEMENT INDEPENDANT CONSORTIUM	3.256
	VIA	2.253
	DGD (via MUSIC FOR LIFE)	1.811
	VIVO	300
Subsides associatifs	KARAMA SOLIDARITY/IRB	124.687
	YOUCA	44.000
	11.11.11	29.031
	FONDATION SINT MARTINUS	24.000
	GROUPE DE SOLIDARITE PHILIPINES	7.400
	SOS KIDS	5.140
	GROUPE DE SOLIDARITÉ OVERPELT	3.563
	GROUPE DE SOLIDARITÉ OVERPELT COMMUNE	3.000
	MUSIC FOR LIFE (Recolte StuBru)	1.478
	COMMUNE PUURS (LIMBURG)	1.442
	GROUPE DE SOLIDARITE BUDDY'S ROAD TO BRAZIL	717
	GROUPE DE SOLIDARITÉ PUURS (LIMBURG)	558
Dons de particuliers	DONS VIA DIRECT MAILING	268.682
	AUTRES	6.268
	DONS VIA EVENEMENT PASSION 4 KIYO	3.294
	DONS VIA KINDEREN VAN RIO	1.731
Autres		10.601
Dépenses totales		1.756.249
Programme DGD		1.247.706
Programme UNICEF - Burundi		46.384
Programme EU/Handicap International- Burundi		14.058
Département de la récolte de fonds		280.536
Département de la gestion générale		164.303
Groupeement d'achats - consortium		3.262
Différence		7.891

initialement introduits en septembre 2016. L'une concerne l'entièreté du programme (-20% en moyenne pour KIYO soit 2.170 millions d'euro sur cinq ans au prorata des % de score qualité obtenu par dossier pays) et l'autre sur 2017 (-87.742 euro). La DGD a d'ores et déjà annoncé d'autres réductions budgétaires annuelles potentielles au cours du programme. Le secteur ONG déplore que cela ne fragilise les engagements opérationnels et financiers vis-à-vis des partenaires et collaborateurs, l'atteinte des résultats et entraîne des pertes de temps dans la reformulation annuelle des documents de programme.

Les perspectives opérationnelles et financières de KIYO en 2018 sont sereines. Nous continuerons à implémenter nos programmes DGD, UNICEF et UE. Au sein du programme DGD, 2018 sera une année qualité avec un focus sur nos processus de « Monitoring et Evaluation » dans une perspective de globalisation au sein de KIYO et du Consortium (et de prépa-

ration de l'évaluation à mi-parcours prévue en 2019) mais également de « Renforcement des capacités de nos organisations partenaires » et du « Learning » avec un focus transversal d'apprentissage sur le Plaidoyer et la Sensibilisation.

D'un point de vue stratégique, KIYO reste pleinement consciente des enjeux mondiaux liés aux droits de l'homme en général et de l'enfant en particulier, dans un monde secoué d'actualités terribles, semences de peurs, de replis identitaires et de restriction de libertés. Tous autant que nous sommes, membres, staffs, bénévoles, partenaires et collaborateurs, nous ne ménagerons pas nos efforts afin de continuer à faire valoir notre vision d'un monde où la participation citoyenne doit rester le premier vecteur d'humanité et de développement durable.

**« Vous faites un travail formidable, KIYO !
Je sens que les enfants et jeunes peuvent
grandir en confiance ici. Nous pouvons
tous devenir 'superstar' un jour. » – Bilal Fallah
a visité deux projets de KIYO au Brésil.**





AVEC LE SOUTIEN DE





Se basant sur la Convention relative aux droits de l'enfant qui stipule que tous les enfants ont des droits, KIYO, en tant qu'ONG belge agréementée, veut s'assurer que tous les enfants aient l'opportunité d'accéder à leurs droits et puissent les revendiquer. Pour y arriver, KIYO sensibilise à l'existence des droits de l'enfant et fournit son expertise dans la réalisation des droits de l'enfant dans ses pays d'opérations.

Restez informé de notre travail !

Souhaitez-vous être tenu au courant de toutes les nouvelles liées à notre organisation ? Inscrivez-vous à notre newsletter mensuelle via www.kiyo-ngo.be ou suivez-nous sur nos réseaux sociaux.

-
-  KIY Ongovoorkinderrechten
 -  KIYO_ngo
 -  kiyo_ngo

KIYO – ONG POUR LES DROITS DE L'ENFANT

Rue Brogniez 46
1070 Bruxelles – Belgique
+32 2 510 61 93
info@kiyo-ngo.be

